



LE SOUS-DEVELOPPEMENT EST-IL UNE FATALITE ?

Suite à la croissance et au développement économique des nations ayant initié des révolutions industrielles, en tout cas qui ont fait montre d'une volonté de favoriser un « progrès technique », des inégalités à l'échelle mondiale se sont fait jour, au point de faire apparaître un « tiers-monde », « sous-développé » par rapport aux nations industrialisées, capitalistes.

Les nations sous-développées sont-elles condamnées à le rester ? L'expression de sous-développement fait spécifiquement référence à des critères économiques (niveau de vie, PIB par tête, capital par tête...) ou socio-économiques (santé, éducation, sécurité) et est évidemment une notion relative ; elle fait référence à un écart. Le développement économique peut être défini comme un processus endogène de progrès de la productivité et de baisse des inégalités permettant de sortir un nombre croissant d'individus de la précarité, d'augmenter la satisfaction de besoins fondamentaux tout en préservant les choix des générations futures (Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, La Découverte, 1998). De fait, savoir si le développement est une fatalité recouvre deux questions : savoir si ces pays peuvent évoluer vers le niveau de développement des pays « riches », et si c'est le cas, s'ils ne sont pas tout de même condamnés à un retard sans cesse reproduit.

De quels instruments de mesure dispose-t-on pour juger du sous-développement ? Le PIB par habitant, utilisé depuis Simon Kuznets par la Banque mondiale est difficile à évaluer, pour les pays sous-développés justement. Ainsi un indicateur de développement humain (IDH) a-t-il été évalué pour prendre en compte à la fois l'espérance de vie à la naissance, l'éducation et l'activité (taux d'occupation des adultes comptant pour 2/3, années d'étude des enfants comptant pour 1/3), le niveau de vie (par le biais du revenu mesuré en dollars par habitant corrigé des parités de pouvoir d'achat). Une espérance de vie de 25 ans, un taux d'occupation de 0%, 0 années d'étude et 250 dollars par habitant donnant des notes minimales (0) ; une espérance de vie de 85 ans, un taux d'occupation de 100%, 15 années d'étude et 5384 dollars par habitant donnant des notes maximales (1). En 1997, le PNUD, programme des nations unies pour le développement a proposé un nouvel indicateur, l'IPH, qui favorise une approche par les manques, par des déficits dans trois secteurs clés. Il s'attache au pourcentage d'individus risquant de mourir avant 40 ans, au pourcentage d'adultes analphabètes, au pourcentage d'individus privés d'accès à l'eau potable et aux soins, au pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition. Le Zimbabwe, la Chine, la Zambie, le Vietnam obtiennent de meilleurs résultats avec l'IPH qu'avec l'IDH. Niger, Sierra Leone, Burkina Faso, Ethiopie, Mali, Cambodge, Mozambique occupent le plus souvent les dernières places de tels classements.

Pour savoir si le sous-développement est une fatalité ou s'il ne manifeste qu'un retard, on doit s'interroger sur le rôle des facteurs socio-culturels qui, aux dires de certains économistes et sociologues, feraient du sous-développement le destin de nombreuses régions du monde, puis sur le rôle des facteurs plus politiques du sous-développement qui, s'ils peuvent être dépassés, peuvent au contraire laisser espérer une résorption du



sous-développement. Dans ce cas, le sous-développement ne serait qu'un retard que des politiques appropriées, au niveau interne comme au niveau de la concertation internationale, pourraient permettre de combler.

I. Le sous-développement comme destin ?

On passera rapidement sur le facteur ethnique comme facteur explicatif du sous-développement et sur l'incapacité qu'auraient certains peuples à se développer sur le modèle suivi par les nations aujourd'hui industrialisées. Expliquer, comme le fit Joseph Arthur de Gobineau en 1855, le sous-développement par des inégalités de race ne doit plus être de propos.

En revanche, des facteurs culturels et sociaux ne sauraient être passés sous silence. Le sous-développement peut être caractérisé par une forte natalité, une forte mortalité, une alimentation insuffisante, le poids hypertrophique de l'agriculture, le sous-emploi rural, le travail des femmes et des enfants, l'absence de classe moyenne, l'absence de démocratie, critères qu'identifiait Alfred Sauvy. Démographie, politique et social sont donc liés au sous-développement.

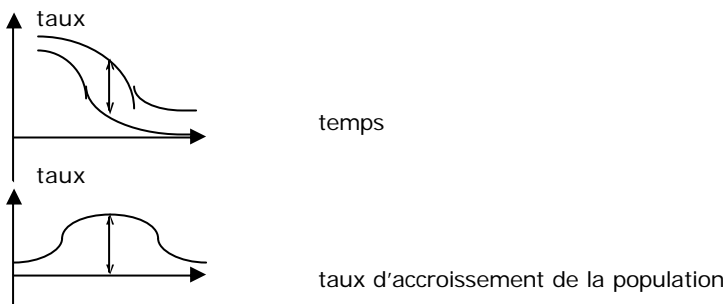
I.1. La démographie

Le facteur démographique est ambivalent. Il peut constituer un frein au développement, car une surpopulation peut être la cause de famines qui viennent, *in fine*, diminuer la population que l'on aurait donc dû, selon Malthus (*Principes de population*, 1796), accepter de réduire de manière volontaire. Selon P. Bairoch (*Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, 1993), l'accroissement de la population peut ainsi constituer un frein à l'accumulation du capital. Dans *Croissance et structures économiques* (1965), Simon Kuznets considérait au contraire que la croissance devait résulter d'accroissements simultanés de la population et du revenu par habitant. Ester Boserup affirmait ainsi que l'on devait plutôt considérer la croissance de la population comme un stimulant ; plus récemment, Peter Drucker la perçoit comme une source d'innovation à long terme. Tout est peut-être question de mesure dans ce que l'on appelle, à la suite des travaux de A. Landry ou E. Notenstein, la transition démographique.

La transition démographique signifie le passage d'un régime démographique traditionnel à quasi-équilibre de population haut (fortes natalité et mortalité) à un régime contemporain à quasi-équilibre de population bas (faibles mortalité et natalité). Une telle transition ne peut être rapide. Elle ne l'a en tout cas pas été pour les pays aujourd'hui industrialisés (1 siècle à un siècle et demi en moyenne). La démographie est à l'évidence un facteur qui peut jouer contre le développement, comme certains pays d'Afrique semblent le démontrer. Et les prévisions démographiques pour les pays les moins avancés montrent qu'il faudrait une croissance annuelle moyenne de 7% pour assurer une constance du revenu par habitant. On ne peut éluder la question démographique. Il est cependant apparu que c'est la baisse de la mortalité qui induit celle de la natalité. Epidémies et

Le sous-développement est-il une fatalité ?

famines expliqueraient que les femmes aient eu en moyenne 6 enfants jusqu'à ce que les conditions de survie soient mieux assurées.



Ainsi le problème démographique peut-il apparaître, si les problèmes de santé et de conditions de vie en sont la cause, comme le résultat de causes situées en amont, tenant notamment à des facteurs géographiques et culturels.

I.2. Le facteur géographique

En ce qui concerne, la géographie, l'on oppose, traditionnellement, l'hémisphère nord, généralement développé, à l'hémisphère sud, sous-développé. Les climats et la fertilité des sols peuvent-ils expliquer le sous-développement ? On se souvient que Montesquieu percevait dans la géographie un facteur décisif des modes d'exercice de pouvoir en liaison avec les modes de développement économique. Karl Wittfogel expliquait de son côté le *despotisme oriental* par la nécessité d'une organisation centralisée de l'irrigation des terres dans certaines régions du monde. On aurait tort d'évacuer d'un revers de main la question de l'eau, sa rareté ou sa surabondance, le problème de la récurrence de tempêtes et des inondations : la reconstruction permanente d'infrastructures dévastées ne peut constituer un stimulant qu'à certaines conditions.

Il ne faut pas à l'inverse surestimer le facteur géographique. De la géographie à l'économie et au politique, peut-on faire le lien sans céder au matérialisme historique ? On sait que Marx, bien que souscrivant à l'idée que les conditions matérielles d'existence sont déterminantes pour l'organisation de la production voit cependant dans l'Angleterre du XIX^e siècle le modèle que les autres nations du monde devraient être appelées à suivre. Plutôt qu'à ce matérialisme historique et ce monisme causal «économiste», on peut s'interroger à l'inverse sur le rôle des facteurs psychologiques et culturels.

I.3. Le facteur culturel

Religion et développement économique sont-ils liés ? Il est clair que le capitalisme, en tant que système économique fondé sur les innovations technologiques, sur le libre choix de consommation (le marché), sur le rôle particulier dévolu à la monnaie, a émergé dans des pays de réforme. Si les premiers banquiers furent italiens, si l'émancipation des relations

Le sous-développement est-il une fatalité ?

marchandes vis-à-vis des pouvoirs politiques a débuté aux alentours du XIII^e siècle en Europe continentale, ce sont cependant la domination d'Amsterdam et les révolutions industrielles anglaises qui ont accouché d'un nouveau mode de production fondé sur le développement permanent et l'accumulation de capital. Ainsi Max Weber a-t-il soutenu, après Marx pour lequel « la banque est protestante », l'idée d'une « éthique protestante du capitalisme ». Le protestantisme aurait libéré l'initiative individuelle en faveur du travail et de l'innovation en faveur du rationalisme. L'agent caractéristique du capitalisme est en effet l'entrepreneur (que cela soit l'entrepreneur agricole, industriel, financier, de services) qui imagine l'organisation d'une activité rationnelle vis-à-vis d'une finalité économique : proposer au marché un bien ou un service en vue de réaliser un profit monétaire ; lequel profit est à présent légitimé et non plus « honteux ». Aux religions animées de « conventions sacrées » (catholicisme, animisme, hindouisme, Islam...), le protestantisme aurait substitué le rationalisme, une morale de l'effort, une confiance dans l'individu et le progrès matériel (A. Peyrefitte, *La société de confiance*).

On peut admettre ces points concernant l'émergence du capitalisme. Des affinités électives ont pu fonctionner entre capitalisme et réforme protestante. Toutefois, cela n'implique pas de conclure que ces facteurs religieux et culturels empêcheraient aux territoires initialement insensibles au mode de développement « occidental » de le rester éternellement ou de ne pas réussir à rendre compatible développement et racines culturelles. En attestent, semble-t-il, la contestation actuelle de la mondialisation et la globalisation qui expriment bien le fait que « l'économique » semble réussir à outrepasser les contraintes culturelles et politiques.

II. Le sous-développement entretenu ?

Il est sûr qu'il n'est pas aisé de sortir d'une situation de sous-développement. Derrière l'affirmation de R. Nurkse (1953), « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre », il y avait l'affirmation qu'un sous-développement auto-entretenu est tout à fait envisageable, la pauvreté pouvant engendrer la pauvreté. Elle génère en effet des revenus faibles et des conditions de vie difficiles qui ne permettent pas d'épargner et n'autorisent pas d'investissement et de gains de productivité. Ainsi les pays pauvres se situent-ils dans un « état d'équilibre quasi-stable de subsistance » selon Harvey Leibenstein (*Economic Backwardness and Economic Growth*, 1957) : que le revenu augmente, grâce aux progrès de l'agriculture, et la mortalité en baisse va finir par faire baisser le revenu par tête et le ramener au niveau initial. On peut ne pas souscrire à ce pessimisme ricardien sans pour autant nier qu'il faille peut-être un choc exogène pour sortir de ce cercle vicieux : coup de rein pour Rosenstein-Rodan, décollage pour Rostow, grand rush pour Gershenkron... Peut-on compter sur l'aide des pays développés, sur leurs incitations et leurs pratiques d'échange pour initier le développement et le rattrapage ?

II.1. Des facteurs politiques au sous-développement ?

Selon les auteurs dits tiers-mondistes, le colonialisme aurait marqué le point de départ de l'exploitation, par le monde occidental, du reste du monde. Il aurait été réalisé